

Cahier de doléances adressé à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale

Nous, parents, enseignants, élus, citoyens, réunis au sein des trois collectifs Sauvons l'Ecole Pour Tous du Haut-Rhin, de la Communauté Urbaine de Strasbourg et de la Vallée de la Bruche, déclarons être fondamentalement attachés à une école publique, gratuite, laïque, égalitaire et émancipatrice.

Nous avons organisé, du 31 octobre au 02 novembre, une marche de protestation contre la politique éducative du gouvernement.

Nous constatons avec colère que les « réformes » structurelles et pédagogiques imposées par le Ministère de l'Education Nationale ne permettent pas de construire une école équitable, humaine et respectueuse de la jeunesse.

Les intérêts des enfants sont gravement bafoués :

- par les suppressions massives de postes d'enseignants qui les conduisent à fréquenter des classes aux effectifs toujours plus chargés.
- par la réduction du temps scolaire et la mise en place de programmes scolaires plus lourds qui imposent un rythme de travail préjudiciable à l'assimilation des apprentissages et contraire à toutes les recommandations scientifiques dans ce domaine.
- par l'esprit des nouveaux programmes scolaires qui préconisent la répétition et l'appris par cœur au détriment de la recherche de sens.
- par l'instauration des aides personnalisées, se déroulant massivement en fin de journée, ce qui conduit les élèves les plus fragiles, à l'épuisement psychologique et intellectuel.
- par la disparition progressive des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficultés, synonyme d'abandon de la prise en charge de la grande difficulté scolaire par l'école publique.
- par la réforme de la formation des enseignants ou la formation pédagogique ne sera plus qu'anecdotique.

Nous contestons et refusons :

- Le fichage généralisé des enfants dans base élèves.
- L'étranglement financier des associations complémentaires de l'école qui, depuis des décennies, agissent à nos côtés pour ouvrir culturellement le champ de l'école et pour aider les élèves les plus défavorisés.
- Les entraves progressives et régulières à la laïcité, telles que le droit octroyé cet été, aux instituts catholiques de former les enseignants.
- Les faveurs régulières faites aux établissements

privés, dont la récente la loi Carle qui instaure la parité de financement public-privé, mais pas la parité d'obligations.

- La suppression de la carte scolaire qui, partout où elle a été mise en œuvre, a entraîné le renforcement des inégalités sociales par la fuite des élèves les plus favorisés et la concentration d'élèves en difficultés ou en rupture.
- L'instauration des jardins d'éveil qui annonce l'abandon progressif de l'école maternelle publique.
- La logique gestionnaire dans le système scolaire qui conduit à la création annoncée des Etablissements Publics d'Enseignement Primaire.
- La culture de l'évaluation et le pilotage par la performance, préalables à la mise en concurrence des écoles. C'est l'illustration de la volonté d'introduire massivement les techniques de management dans les écoles. Les pratiques de l'entreprise privée sont inadaptées à l'intérêt public car soumis aux seuls intérêts économiques et n'obéissant qu'à des concepts de rentabilité. L'école doit former des citoyens et non des individus économiquement rentables. Une classe n'est pas une chaîne de production et un enfant n'est pas un produit manufacturé.
- Le fait que les dépenses liées à l'école soient considérées comme des charges, et non comme des investissements.
- Les orientations libérales qui, notamment à travers la Révision Générale des Politiques Publiques, visent à abandonner progressivement le service d'éducation à l'entreprise privée. Ce sont des choix de société profondément inégalitaires.

Nous demandons que le système scolaire soit pensé et organisé en fonction de l'intérêt de l'enfant :

Pour cela, nous revendiquons :

- la levée des sanctions à l'encontre des enseignants qui sont entrés en résistance.
- la suppression de la cellule de veille de l'opinion.
- la remise en question totale des rythmes scolaires, avec des journées moins chargées et une meilleure répartition sur l'ensemble de l'année scolaire.
- le retour aux programmes scolaires de 2002.
- l'abandon des jardins d'éveil et une vraie réflexion sur la place et le rôle de l'école maternelle
- l'abandon du projet de loi sur les EPEP.
- l'abandon de la parité de financement public/privé avec l'abrogation de la Loi Carle.
- la garantie de la gratuité de l'enseignement tout au long de la scolarité, y compris pour les études supérieures. Ce n'est qu'à cette condition que l'émancipation face aux déterminismes socio-économiques pourra avoir lieu car l'accès aux formations les plus valorisantes est actuellement verrouillé par l'argent.

• que la France fasse valoir son droit de subsidiarité face aux directives européennes visant à instaurer une « économie de la connaissance ». L'Accord Général sur le Commerce des Services, négocié dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce ne doit en aucun cas s'appliquer à l'éducation, qui est un droit et non un produit de consommation (article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme).

Les collectifs « Sauvons l'Ecole pour tous » entendent œuvrer à la construction d'une éthique de la responsabilité en matière d'éducation se substituant à une logique socio-économique dont le seul objectif est la recherche du profit. L'école doit évoluer et se réformer en fonction des seuls intérêts de la communauté humaine et de son avenir, selon des considérations de justice et d'équité.

Déclaration publique lue devant la mairie de Strasbourg et devant le rectorat

Nous sommes des parents d'élèves, des enseignants ou simplement des citoyens sensibles aux orientations de la politique éducative en France. Nous sommes réunis au sein des collectifs Sauvons l'Ecole Pour Tous du Haut Rhin, de Strasbourg et de la vallée de la Bruche.

Nous avons organisé, au cours de ces trois jours, une marche à travers l'Alsace pour dénoncer l'évolution du système scolaire français.

Où est l'intérêt des enfants lorsque l'on réduit de façon massive le nombre de personnes destinées à les accompagner ?

Où est l'intérêt des enfants lorsque l'on réduit le temps scolaire mais en imposant des programmes bien plus lourds.

Où est l'intérêt des enfants lorsque, dès la maternelle, les apprentissages doivent être pensés sous forme de bachotage dans la perspective d'évaluations toujours plus nombreuses.

Où est l'intérêt des enfants les plus en difficultés lorsqu'on les prive de l'aide spécialisée des RASED et qu'on leur impose en contre partie, des aides personnalisées dans le prolongement d'une journée de travail au rythme infernal.

Où sera l'intérêt des enfants lorsqu'ils seront confrontés à des enseignants dont la formation professionnelle deviendra anecdotique ?

Le ministre actuel est plus discret que son prédécesseur. La forme de communication a changé, mais l'objectif reste le même.

Il y a eu une longue campagne de dénigrement avec une désinformation a été massive, notamment en ce qui concerne l'analyse des résultats des évaluations internationales.

Il s'agissait de préparer le terrain pour faire accepter des réformes structurelles profondes. Ces réformes sont destinées à nous faire glisser progressivement, de façon à peine masquée, vers un système libéral.

Combien de gens savent que les gouvernements français ont approuvé l'Accord sur le Commerce des

CAP SUR STRASBOURG / MARCHES

Défendre l'école publique



Une vingtaine de marcheurs dans la vallée de la Bruche avec un maître mot : « Sauvons l'école pour tous ». (Photo DVA - DC)

□ Les sentiers de l'équité...

Partis samedi de Bourg-Bruche, ils rejoignent aujourd'hui Strasbourg. Une vingtaine de parents, enseignants et enfants a arpenté ce week-end les sentiers et villages de la vallée de la Bruche dans un seul et même but : "sauver l'école pour tous".

« Je suis pour l'école publique. Faut pas qu'elle devienne privée car sinon quand on est pauvre, eh bien on devient plus pauvre ». Arnaud, 10 ans, a visiblement compris le message et sans rechigner emboîte le pas à ses aînés. Tous ont répondu à l'appel du Collectif Sept (Sauvons l'école pour tous) dont la priorité est de remettre l'enfant au centre des débats. Ce réseau, lancé il y a un an dans la vallée de la Bruche et renforcé depuis par des antennes haut-rhinoise et strasbourgeoise, s'est déjà manifesté à travers diverses actions comme la nuit des écoles ou encore la chaîne humaine autour d'établissements scolaires. Il opte cette fois pour une marche de trois jours afin de donner un peu plus de coffre à ses revendications.

"Notre école n'a pas de prix, elle a des valeurs", rappelle une banderole. Jean-Paul Walter, enseignant à Bourg-Bruche dénonce lui, « une culture de l'évaluation qui explique aussi la souffrance au travail dont on parle tant ».

C'est un fait, cette fronde fédère. Sur la seule journée de samedi, leur pétition a recueilli 200 signatures. De quoi donner un peu plus de poids à un message porté aujourd'hui à Strasbourg.

David Geiss

Services négocié par la Commission Européenne

dans le cadre de l'OMC ?

Combien de gens savent que ces accords concernent tous les services, y compris des domaines comme la santé et l'éducation ? Savent-ils que ces accords préconisent l'introduction des lois du marché dans les systèmes scolaires ?

Combien de gens ont entendu parler de la « Révision Générale des Politiques Publiques » ?

Savent-ils que c'est par ce biais que le gouvernement français procède à cette libéralisation ?

La suppression de dizaines de milliers d'emplois publics n'en est que la face visible.

Alors que l'Education Nationale est progressivement démantelée, jamais la politique éducative du gouvernement n'a été aussi favorable à l'enseignement privé.

Cet été, les Instituts Catholiques ont obtenu le droit de former les enseignants.

Très récemment, avec la loi Carle, le gouvernement

En rendant l'école, publique, laïque, gratuite et obligatoire, Jules Ferry visait une certaine équité

Nous sommes déterminés à lutter contre cette évolution car il n'y a aucune raison que les êtres humains soient enfermés dans les déterminismes sociaux.

Éducation Marche contre « la démolition du service public »

Objectif final, pour nous, rallier le réseau local du Sines aux dirigeants locaux, avec la ferme intention d'y faire entendre notre voix. « Il s'agit de dire que si, parfois même, par le gouvernement central, une entreprise de activités de crédit



Les marcheurs haut-rhinois sont partis, hier matin, de la mairie de Mulhouse

Photo Derek Sturges

Les nouveaux programmes de l'univers ont pu grâce à ses yeux : « Ils définissent une vision formalisée de l'école. Il ne s'agit plus de développer la culture des

« On en est loin d'indiquer mariage avec compatibilité et l'école pour le savoir public de l'école », reconnaît Bernard Richthofen, directeur de l'École Rousseau, en ces quelques lignes publiées dans le *Beaufort* de la semaine du 10 mai.

La même somme, c'est évidemment Rodolphe Bréchet, reprend, pour conclure : « Ce pouvoir infime mais éminemment des les conditions... »

Environmental indicators

24h région

L'Alsace du 3/11/2009

Éducation « Un enfant n'est pas un produit manufacturé »

La marche pour l'école publique, organisée depuis samedi par le collectif « Sauvons l'école pour tous », s'est terminée hier après-midi, à Strasbourg.

« Nous école, ça pas de prix. Elle a des valeurs... », « L'école publique ça fait travailler pour tous l'Als... Vêtus de gilets jaunes affublés de slogans et munis de banderoles, les marcheurs des collectifs Septe (le Sauveur l'école pour tous) et du Haut-Rhin, de Strasbourg et de la Vallée de la Bruche ont fait un rassemblement hier matin, à la gare de Strasbourg. De là, les quelque 70 personnes – majoritairement des enseignants – ont débüté leur « marche de protestation contre la politique éducative du gouvernement », qui les a d'abord menés à l'Hôtel de Ville. Discours de Nicolas Dreyer adjoint en charge de la petite enfance, de l'action éducative et de la vie scolaire, a été « très friendly », selon Jean-Paul Walzer, l'un des animateurs du collectif et enseignant à Boring Kruth. Nous voulons faire part de nos préoccupations à la municipalité de Strasbourg ».

Dans l'après-midi, les marcheurs se sont rendus au rectorat de



Les manifestants ont défilé hier, à Strasbourg.

Photo Dominique Gutekunst

Strasbourg. Le collectif a été reçu, entre autres, par Jérôme Chappé, directeur de cabinet du recteur Claude Lavit. Le but de la rencontre était de remettre au recteur « un cahier de doléances, pour qu'il soit transmis au ministre de l'Éducation nationale », indique Jean-Paul Walzer. Nous avons été très émus et prêts à nous compromettre », en mettant l'accent « sur l'aspect de

longterm ». « Nous les avons reçus comme le recteur s'y était engagé, nous les avons écoutés, a-t-il déclaré Chappé. Il n'y a eu aucun débat ».

La marche avait commencé samedi à Mulhouse et à Boring Kruth (Haut-Rhin) dimanche. Une centaine de personnes, parents d'élèves et enseignants, y ont participé ce week-end. « C'est

pas paraître peu, mais il s'agit surtout d'une action de sensibilisation », souligne Jean-Paul Walzer. Les marcheurs ont notamment dénoncé le « démantèlement de l'école publique » et contesté « la culture de l'insécurité et le pilotage par la performance. Un enfant n'est pas un produit manufacturé... ».

Aurélien Feltz

Bollwiller Une marche pour sauver l'école

L'Alsace du 3/11/2009

Une quinzaine de marcheurs du collectif haut rhinois « Sauvons l'école pour tous » sont arrivés samedi en fin d'après-midi à la MJC de Bollwiller. Ils ont terminé ainsi leur première journée de marche au cours de laquelle une quinzaine de marcheurs se sont relayés. La démarche avait débuté la nuit même devant la mairie de Mulhouse suite d'un déplacement vers Cerny. Ils ont repris la marche pour un parcours reliant les mairies d'Uffholtz, Wittenheim et Bollwiller où ils ont remis aux maires de ces communes un document expli-

quant leur démarche et une proposition de motion pour le conseil municipal. Cette première journée s'est terminée à Bollwiller. Là, ils ont pu rencontrer Richard Lasek, le maire, lui-même ancien instituteur. Ils lui ont remis la proposition de motion et ont reçu le cahier de doléances qui a été remis au recteur à destination du ministre de l'Éducation nationale. À l'issue des trois jours de marche, qui le plein n'était pas achevé samedi. Les marcheurs ont repris les deux jours suivants. Ces autres collectifs pour une petite démarche de voir le mouvement à Jean-Marc de Bourschtein et une arrivée à Strasbourg hier.



La quinzaine de marcheurs a fait étape à Bollwiller pour une rencontre avec Richard Lasek. Photo Norbert L'Hestis